

Mots. Les langages du politique

72 (2003)

La ville, entre dire et faire

Olivier Ratouis

Présentation

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Olivier Ratouis, « Présentation », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 72 | 2003, mis en ligne le 28 avril 2008. URL : <http://mots.revues.org/5413>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : ENS Éditions

<http://mots.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://mots.revues.org/5413>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© ENS Éditions

Présentation

Les villes européennes connaissent un vaste mouvement de recomposition de leurs territoires. Les volontés politiques locales issues de la décentralisation, le renouveau des pratiques urbaines qui l'accompagnent, l'investissement multiforme des villes par les promoteurs, expliquent que cette recomposition s'articule sur un grand nombre d'échelles spatiales différentes, mais aussi temporelles avec la rencontre des temps courts des projets actuels et des temps longs des processus historiques.

L'industrie en est à la fois un agent, un acteur et un marqueur déterminant. Ses évolutions, en particulier dans ses rapports à l'espace (localisation des activités, consommation d'espace, mobilisation des territoires conçus comme autant de pôles et milieux de ressources, implication dans les modes d'habitat), confirment la relation ancienne qu'entretient avec elle l'urbanisme. Si l'objet de ce numéro de Mots ne porte pas sur l'industrie, celle-ci reste en toile de fond des différentes réflexions ici développées.

Les articles présentés dans la partie « Recherches » résultent du travail d'une équipe pluridisciplinaire qui s'est donné comme objectif de mieux comprendre comment s'opèrent aujourd'hui les transformations de l'espace dans trois pays européens présentant des similarités dans la production de la ville.

L'hypothèse de départ est qu'il convient de distinguer deux régimes de fonctionnement de la production des territoires, celui du discours (notions et mots) et celui des objets (des opérations), qui ne se confondent pas. En voulant maîtriser la production de la ville, les acteurs de cette production utilisent et mélangent ces deux niveaux. Cette séparation est effective : une même notion désigne des opérations extrêmement diverses dans leur forme et leur contenu, et réciproquement la même opération ou la même démarche peut connaître plusieurs désignations. Autre façon de dire que le discours participe pleinement de la construction des territoires. Mais la recherche urbaine a de fait privilégié l'ana-

lyse des opérations sur celle des discours. Les travaux de sémiotique de l'espace, dans les années 70', ont donné corps à l'hypothèse, ou la tentation, d'une pan-discursivité de l'espace. Elle rattachait la ville à la question des typologies et des formes construites (et donc des objets produits) entendues comme vocabulaire, avant de se confronter à des discours ou à des mots. L'objet de cette démarche était de statuer sur la valeur discursive et langagière de l'espace architectural et des formes urbaines. Or, si dans la pratique ce sont les formes qui sont privilégiées dans les concours (maquettes, croquis) et les revues (photographies, illustrations), les discours sont évidemment tout aussi importants, y compris pour ceux qui organisent les transformations de l'espace urbain. Sans doute estimait-on dans cette démarche que l'essentiel consistait dans les objets produits, si possible remarquables (c'est-à-dire signés par leurs auteurs), les discours apparaissant alors comme les simples véhicules d'autre chose, en somme des appendices.

A contrario, l'équipe a voulu se centrer sur les discours. En ce sens, son travail participe d'un mouvement plus vaste, et peut-être même d'un déplacement méthodologique. Depuis quelques années en effet, différentes approches partagent un intérêt commun pour les discours, au point que l'analyse des discours urbains peut apparaître comme un nouveau domaine²: recherches sur la description des espaces urbains (Mondada, 2000), sur le lexique (programme de recherche de Depaule et Topalov sur les Mots de la ville³), démarches de clarification conceptuelle donnant lieu à diverses formes de dictionnaires (Merlin et Choay, 1988).

En même temps, et pour aller vite, cette recherche se distingue de ces différents travaux dans la mesure notamment où elle choisit d'accompagner des projets en cours afin d'interroger ces opérations de manière nouvelle. Ce positionnement a conduit à faire le choix de travailler sur les documents produits sur le terrain par les acteurs dans le cadre de la préparation d'opérations d'aménagements. Ces textes sont généralement peu interrogés pour eux-mêmes car, à la différence des

1. En particulier R. Barthes, déc. 1970 - janv. 1971, «Sémiologie et urbanisme», Architecture d'aujourd'hui, n° 53; F. Choay, 1972, «Sémiologie et urbanisme», dans Le sens de la ville, Paris, Seuil; Sémiotique de l'espace. Actes du colloque de mai 1972, 1979, Paris, Denoël-Gonthier.

2. Nous en proposons une bibliographie à la fin du dossier Recherches.

3. Voir le compte rendu de l'ouvrage de C. Topalov (2002) dans ce numéro.

écrits d'architectes et d'urbanistes, ils ont rarement des ambitions théoriques manifestes et sont peu l'occasion d'élaborations doctrinales frontales. Ils sont souvent déclassés à ce titre par les chercheurs qui préfèrent souvent travailler sur des courants, des écoles, c'est-à-dire des corpus plus homogènes et plus valorisants. L'équipe est partie du principe inverse. Ces textes organisent la production urbaine réelle : ils sont donc essentiels. Produits collectifs, le plus souvent sans nom de rédacteur autre que celui de l'institution d'origine (l'institution peut-elle avoir rang d'auteur?), ces documents posent d'autres problèmes que les articles soulignent : quel est le statut des locuteurs ? Qu'est-ce qu'une énonciation collective ? Y a-t-il une politique urbaine, et quel est son véritable sujet ?

Ces documents (schémas directeurs, projets d'aménagement, contrats de ville et d'agglomération, chartes de tous types, etc.), textes techniques, documents de travail, servent à guider l'action, et sont eux-mêmes à considérer comme des éléments à part entière de la production urbaine ; ils sont également les résultats de compromis, ce terme étant d'ailleurs péjoratif lorsque l'on s'intéresse aux seuls objets. Ces écrits donnent à travailler sur des mots dont l'unité de sens ne peut être postulée, et cela sans rapport de fréquence. Multiplicité de locuteurs dans ces textes collectifs, avec des formations et des parcours professionnels divers. Autrement dit, avant d'avoir à faire à des concepts aux sens stabilisés, nous rencontrons des expressions dont les imprécisions sémantiques peuvent aider les acteurs à trouver des accords, en évitant des conflits. L'un des intérêts de ces textes, lorsqu'ils concentrent des parcours de réflexions⁴, est qu'ils témoignent, moins peut-être d'une application de théories générales au local, que de constructions locales de positionnements langagiers et d'action. Ces documents sont ainsi les lieux de fabrique des territoires, participant à ce que nous comprenons comme un « atelier des territoires », objet fondamental de notre analyse⁵.

Percevoir la nature de ces processus est d'autant plus important que depuis une trentaine d'années, le paysage des acteurs de l'aménagement

4. Il existe souvent plusieurs versions d'étapes des principaux documents.

5. Le dossier présenté ici s'appuie sur une recherche effectuée dans le cadre de l'Action concertée incitative (ACI) Ville du ministère de la Recherche et pilotée par l'Institut des mers du Nord (IMN) de l'Université du Littoral-Côte d'Opale. Voir O. Ratouis (dir.), L'atelier des territoires. Sémantique et production urbaine réelle, Rapport de recherche ACI-Ville, IMN-Ministère de la Recherche, mars 2003.

s'est modifié. En France, à l'État très volontaire et aux outils d'une politique urbaine très centralisée ont succédé des modes de planification impliquant de plus en plus directement le local (collectivités, agences, associations, habitants). Le cadre législatif, après la décentralisation des années 80, a récemment confirmé ce mouvement⁶. En Finlande, la loi sur la construction et l'usage des sols a supprimé en 2000 la dernière forme de tutelle de l'État sur les plans d'urbanisme (ancien avis final du ministère de l'Environnement). En Angleterre, les Agences régionales de développement (RDA) mises en place en complément des processus de dévolution⁷ permettent à l'État de conserver des formes d'implication directe dans les projets de développement local.

L'approche monographique ne saurait suffire mais elle se montre ici nécessaire, afin de procéder à une analyse approfondie. Par son histoire et sa situation, Dunkerque constitue au 20^e siècle un site d'expérimentation exceptionnel, comme l'ont montré des recherches précédentes⁸. Dispositifs institutionnels souvent innovants, parfois pionniers, nouveaux outils d'accompagnement du développement ainsi que d'évaluation (chartes), portés par des acteurs locaux qui n'ont pas attendu la décentralisation pour instaurer ce que l'on peut comprendre comme une culture commune de projets, en réaction d'ailleurs à une politique étatique qui avait apporté, sans ménagement, la grande industrie portuaire après-guerre. Phénomène remarquable, la dimension langagière est très présente. L'analyse de Dunkerque a permis de comprendre ces chartes comme des récits (locaux) et d'identifier parmi ces situations d'acteurs des collectifs d'énonciation des projets⁹.

Ce laboratoire urbain est interrogé ici par O. Ratouis à partir des dénominations des catégories du tout et de la partie au 20^e siècle, et son examen est prolongé par Ch. Beaurain dans le champ de l'économie et du développement durable. Cette analyse, étendue à l'échelle du Nord-Pas-de-Calais, permet de s'intéresser au vocabulaire de la réparation des espaces urbains de Boulogne-sur-Mer, objet du texte de

6. Avec les récentes lois Chevènement, Voynet, Solidarité et renouvellement urbain (SRU), et la vague de décentralisation en cours.

7. Concernant l'Écosse, le Pays de Galles, l'Irlande du Nord et Londres.

8. O. Ratouis, M. Segaud, 1996, Dunkerque : un rapport exemplaire entre agglomération et État ? Commande du Plan urbain, IMN ; 2002, « De la "maitrise d'ouvrage" au "collectif d'énonciation" : proposition pour une nouvelle approche de la production territoriale locale », Espaces et sociétés, n° 105-106, *Projet urbain, maîtrise d'ouvrage, commande*.

9. *Ibid.*

S. Valcke. A. Nevanlinna et K. Jacobs apportent pour leur part des éclairages européens, la première par l'approche de la reconversion de l'ancien dépôt ferroviaire du centre d'Helsinki, le second par celle de la réhabilitation des anciennes houillères du Kent et des chantiers navals de Chatham.

La confrontation et la comparaison des termes permet d'engager différents questionnements : comment les acteurs se positionnent-ils par rapport aux mots des autres, dans les reprises, transformations, réformes diverses du vocabulaire ? Ce qui est décrit dans le contexte français rencontre-t-il des dynamiques observables dans le cadre européen ? Autrement dit : à mots (langues) différents, y a-t-il politiques urbaines différentes ? Qui produit, non seulement l'urbain (au sens d'équipements et d'objets matériels), mais aussi les mots ?

Le travail pluridisciplinaire (histoire, économie, sciences politiques), s'appuyant sur différentes méthodes, apporte quelques éléments de réponse. Les villes portuaires (Dunkerque, Helsinki, Chatham, Boulogne) et les anciens bassins miniers (Douvres) donnent-ils à voir des villes post-industrielles ? Il s'agit en tout cas de territoires où l'industrie a laissé, solitaires ou en assemblages silencieux, hangars, quais et voies inutilisés, les quartiers d'habitations qu'elle avait produits mais aussi des activités économiques à réformer.

Il n'est pas insignifiant que l'un des résultats des recherches consiste dans la mise en évidence de la prégnance du vocabulaire de la reprise urbaine et de sa constitution en un champ sémantique dominant (S. Valcke, O. Ratouis). Ce vocabulaire prend sa deuxième dimension dans le positionnement volontaire de réparation d'espaces urbains produits après-guerre (reconstruction et grands ensembles réinvestis par le projet urbain) et la promotion de l'idée d'un mode de production urbaine alternative (avec le développement durable qui, précisément, préviendrait des nécessités futures de réparation). Ce vocabulaire vient dominer avec des mots à valeur générique la hiérarchie terminologique récente, aussi bien en France (avec le renouvellement urbain) qu'en Angleterre (avec l'urban renaissance ou le renewal)¹⁰. Bien que très sollicité tant par les acteurs que par les chercheurs, ce vocabulaire n'a pas été perçu jusqu'ici à notre connaissance comme formant un ensemble spécifique.

10. R. Rogers, 1999, *Towards an urban renaissance, Final report of the Urban task force, Urban task force, Londres.* A. Giddens, 1998, *The third Way. The renewal of social Democracy, Cambridge, Polity Press.*

Plus généralement, les notions apparaissent être en négociation quasi permanente (agglomération, zone) ou plus occasionnelle (kaupunkikulttuuri – culture urbaine), objets de faux consensus (développement durable, perpétuellement ramené à l'énoncé canonique du Rapport Brundtland, 1987) où se jouent et se produisent de bien réels effets d'autorité (le nouveau HQE qui, lui-même, a ses dérivés) qui sont déjà dans les méthodes (top down, community participation) (K. Jacobs). De nouveaux sigles rejoignent ainsi la série déjà ancienne en aménagement (SCOT après SDAU). On peut relever certaines innovations langagières, avec des termes nouveaux et originaux, les plus étonnantes étant l'adjectivation des sigles (bâtiment HQE, quartiers ZUP) ou des nombres (quartier 21, inspiré de Agenda 21) voire un mystérieux HQ 21, concept expérimental et sorte de summum du développement durable selon ses inventeurs (Ch. Beurain), énoncé éminemment technocratique en tout cas. L'anglais permet de faire varier presque à loisir les rapprochements, de substantifs (community entreprise, community participation) ou d'autres formes (sustainable regeneration, economic regeneration). Un terme domine alors, qui risque de perdre sens à force d'en cultiver trop. C'est le profil de durable (comme sustainable), déclinable et décliné avec tous les concepts clés de l'aménagement (quartier, politique, ville, etc.). Un groupe de chercheurs n'avait-il pas, constatant l'intensification de l'usage du terme métropole dans les années 80, parlé d'une « métropolisation des discours urbains » (Ion et al., 1989)? On peut rapprocher de tels phénomènes aujourd'hui le cas par exemple de regeneration en Angleterre ou renouvellement en France, c'est-à-dire des mots en re-ensemble pour lequel une telle inflation est perceptible. L'analyse historique de Dunkerque met ce vocabulaire en perspective et en situation (O. Ratouis). Il apparaît comme fonctionnant assez bien dans des systèmes d'opposition, en particulier avec les mots en dé- (dégradation, décomposition) (S. Valcke). Au-delà de ce champ sémantique, c'est à un conflit rhétorique rapporté à différents groupes disposant chacun de leurs langages que A. Nevanlinna rapporte l'urbain, suggérant un champ de bataille sémantique, compliqué par les effets de débat entre discours et plan.

Le vocabulaire urbanistique est donc un vocabulaire technique visant des formes de maîtrise des processus. Il est aussi bien autre chose, un champ dans lequel le social et ses acteurs s'efforcent d'accorder leurs temps et leurs espaces. On en prendra également la mesure dans les comptes rendus et la bibliographie qui complètent le dossier.

On trouvera enfin dans la partie « Méthodes » une réflexion sur les rapports entre le discours politique et la théorie des champs (C. Le Bart), tandis qu'une nouvelle rubrique « Varia » accueille deux études, l'une lexicométrique sur le discours des patrons des quinze entreprises françaises les plus importantes (N. Garric, I. Léglise). L'autre, interactionnelle, de B. Langhans, sur la trajectoire sociale et politique d'une institutrice, qui forme avec la précédente un contraste intéressant à souligner.

Olivier Ratouis